
SOUS-PREFECTURE D'APT

Environnement
Réf : MP

A R R E T E complémentaire
N° 13 du 02 février 2004
Prescrivant la levée des garanties financières pour la remise
en état de la carrière exploitée par la
Société BETONS GRANULATS SYLVESTRE
à GORDES, au lieu-dit « Les Firmins »

Le Préfet de Vaucluse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code minier ;

VU l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

VU le code de l'environnement dans sa partie législative, livre V - titre I^{er} ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement, et notamment son article 18 ;

VU la nomenclature des installations classées annexée au décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU la circulaire ministérielle n°98-48 du 16 mars 1998, relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3217 du 03 août 1973, autorisant l'entreprise Raymond SYLVESTRE à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de GORDES, au lieu-dit « Les Firmins » ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

1

VU l'arrêté préfectoral n° 91 du 17 mai 1999, autorisant le changement d'exploitant et prescrivant des garanties financières pour la remise en état de la carrière exploitée par la Société BETON GRANULATS SYLVESTRE à GORDES, au lieu-dit « Les Firmins » ;

VU l'arrêté préfectoral n° SI 2004-01-26-0080-PREF du 26 janvier 2004, portant délégation de signature à M. Michel GILBERT, Sous-Préfet d'APT ;

VU le dossier de cessation d'activité de la carrière susvisée, déposé le 26 juin 2003 en sous-préfecture d'APT par la Société BETONS GRANULATS SYLVESTRE, dont le siège social est situé « Les Vignières » - 84660 MAUBEC ;

VU le rapport et les propositions de l'Inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, en date du 18 décembre 2003 ;

VU le procès-verbal de récolement établi par l'Inspecteur des installations classées le 18 décembre 2003 ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale des Carrières réunie le 20 janvier 2004 ;

CONSIDERANT qu'à la suite de la constatation de la conformité de la remise en état, il convient de lever l'obligation des garanties financières ;

SUR proposition de M. le Sous-Préfet d'APT,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

A la suite du constat de l'arrêt d'exploitation de la carrière de la SOCIÉTÉ BÉTONS GRANULATS SYLVESTRE, située sur le territoire de la commune de GORDES au lieu-dit « Les Firmins », et de la réalisation des travaux de remise en état prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3217 du 03 août 1973 susvisé, il est mis fin aux garanties financières de cette exploitation.

ARTICLE 2 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 : INFORMATION

Une ampliation du présent arrêté devra être conservée à la mairie de GORDES pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de GORDES pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité devra être adressé à la sous-préfecture d'APT par le maire concerné.

Un avis sera inséré par les soins du Sous-Préfet d'APT, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de Vaucluse.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, l'Inspecteur des installations classées, le Maire de GORDES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par les soins de M. le Maire de GORDES, et dont une ampliation sera adressée au CREDIT D'ÉQUIPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (C.E.P.M.E.) à MAISONS-ALFORT, établissement garant de l'exploitant.

APT, le 02 février 2004

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
signé
Michel GILBERT

Pour ampliation,
Le Secrétaire Général,


Patrick MIRE

